

## Une étude de base pour mieux appréhender les enjeux et défis de la gouvernance foncière dans la commune de Darou Khoudoss

*Ibrahima Dia, Aissata Hathie & Aida Sarr*

### Messages clés

- **La situation de référence permet d'édifier sur la problématique de la gouvernance foncière dans la commune de Darou Khoudoss et simplifie la planification des activités à mener dans la zone**
- **L'implication et la responsabilisation des acteurs locaux (enquêteurs, animateurs, autorités coutumières, groupements féminines) durant tout le processus sont fondamentales. Elles facilitent la réalisation des activités prévues dans les différentes zones de la commune de Darou Khoudoss.**
- **La mise en œuvre de la situation de référence impliquant une triangulation des outils de collecte et la pluralité des sources d'informations est nécessaire afin d'inclure toutes les cibles concernées par la problématique du foncier dans la zone.**

*Cette brève sur les enjeux et défis de la gouvernance foncière dans la Commune de Darou Khoudoss vise à capitaliser et partager les leçons tirées du processus de réalisation de la situation de référence de la gouvernance foncière au niveau de la commune de Darou Khoudoss dans le cadre du projet Genre, Terre et Redevabilité.*

*Elle présente le contexte de mise en place du processus ainsi que les principes clés qui la sous-tendent. Cette note revient également sur les différentes activités et étapes ayant permis de réaliser la situation de référence mais aussi les principaux résultats et leçons apprises du processus.*

### A. Contexte de l'expérience

Cette expérience entre dans le cadre du projet Genre, Terre et Redevabilité mis en œuvre par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) au niveau des communes de Darou Khoudoss (Région de Thiès) et Mbadakhoune (Région de Kaolack) avec l'appui technique de l'institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED).

Ce projet a pour but de promouvoir des approches innovantes en matière d'équité de genre permettant d'améliorer l'accès des femmes à la terre ainsi que leur participation aux instances de prise de décisions locales. Au Sénégal, la question des droits fonciers des femmes représentent un réel défi du fait qu'elles ont un faible accès à la terre et une représentation moindre dans les instances de prise de décision malgré un cadre juridique favorable.

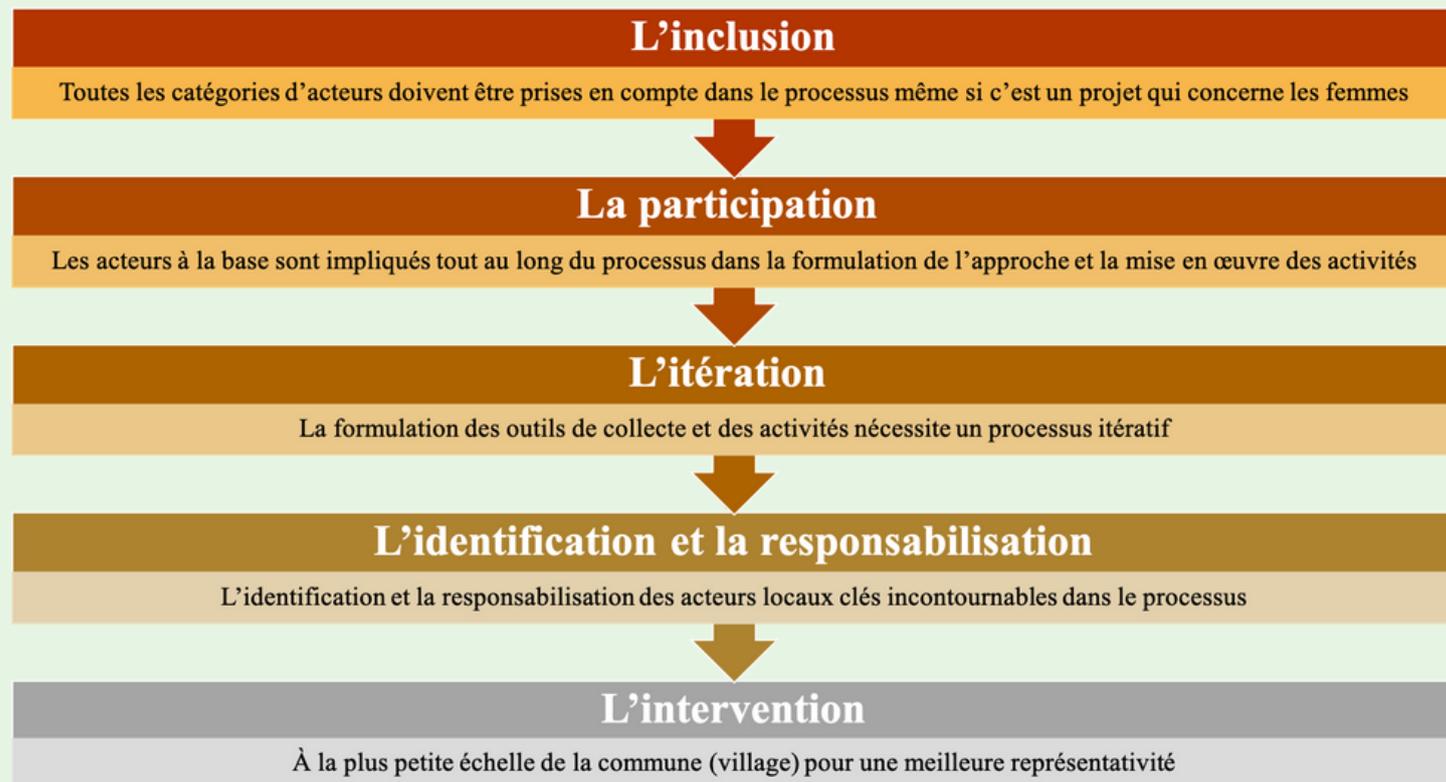
La première étape du projet consiste d'abord à établir la situation de référence de la gouvernance foncière au niveau des communes d'intervention avant la mise en place des approches innovantes. Cette situation de référence constitue la présentation de la situation actuelle de la problématique foncière afin de déterminer l'approche de l'intervention à travers l'identification des enjeux et défis majeurs.

Le projet vise également à renforcer le dialogue au niveau national pour alimenter le processus de formulation des réformes ou politiques visant une gouvernance foncière équitable et inclusive. Mais pour mener ce dialogue au niveau national sur la problématique, il faudrait d'abord produire des données probantes qui permettront de soutenir le plaidoyer en faveur de l'accès des femmes à la terre et leur participation aux instances de prise de décision. Au Sénégal, les données désagrégées par sexe et par zones sur le genre et la gouvernance foncière sont assez rares ou sont faiblement mises à jour. C'est cela qui justifie la réalisation de cette situation de référence comme une étape cruciale de ce projet de recherche action.

Cette note revient sur tout le processus et la démarche de la situation de référence.

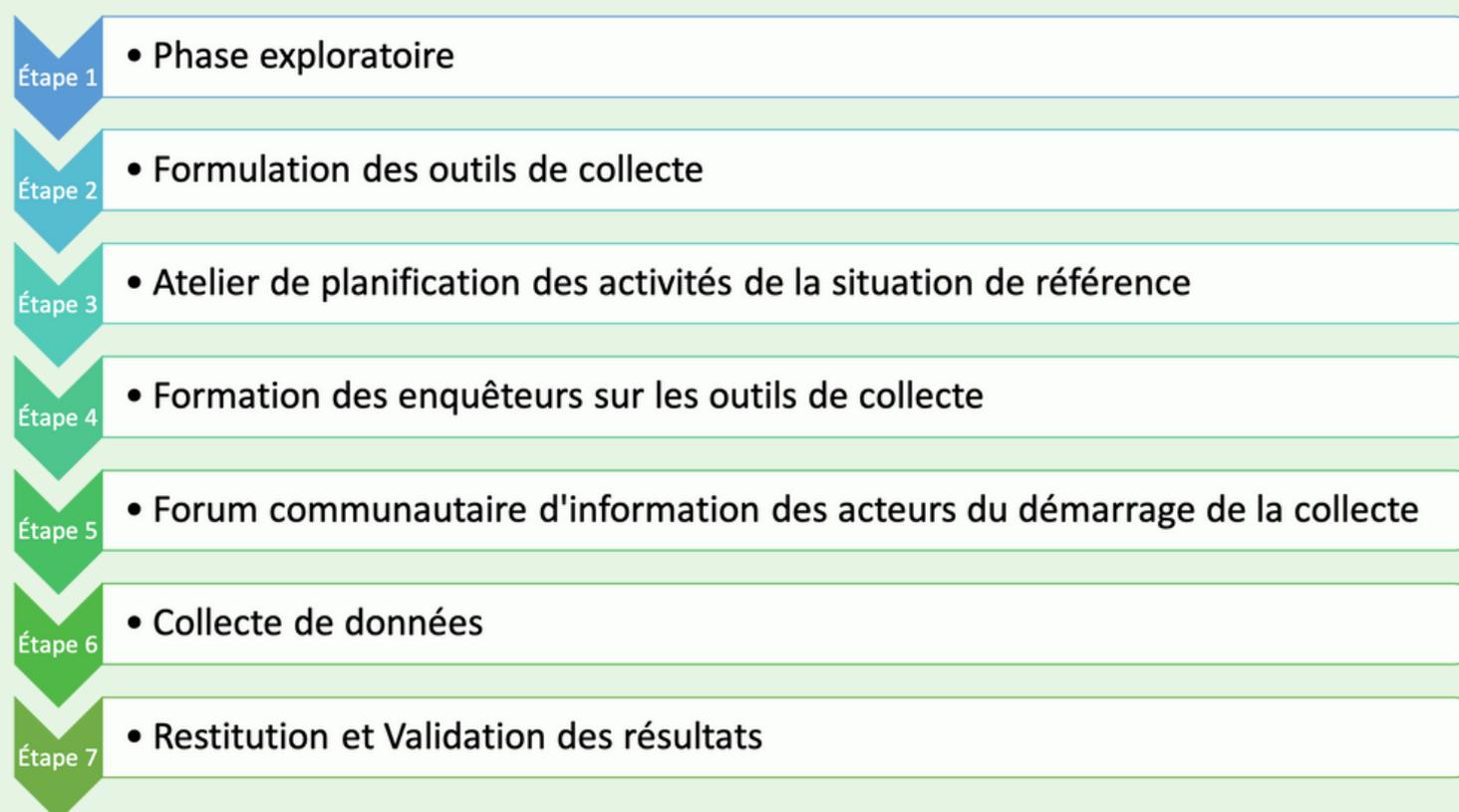
## B. Principes clés qui sous-tendent l'expérience

Le processus de réalisation de la situation de référence a été sous-tendu par quelques principes clés que sont :



## C. Processus de mise en œuvre

Une démarche méthodologique en sept étapes principales :



La formulation des outils de collecte (questionnaire et guide d'entretien) pour la situation de référence a été faite à la suite d'une phase exploratoire au niveau de la commune ainsi qu'une revue documentaire sur la problématique foncière. Ces outils ont été corrigés et adaptés jusqu'à la phase de collecte d'où le principe d'itération évoquée.

Par la suite, un atelier de planification des activités de la situation de référence a été organisé avec les acteurs locaux. Cet atelier a permis de présenter aux différentes catégories d'acteurs le contexte ainsi que les objectifs de l'étude de base.

L'atelier a permis aussi l'élaboration d'une planification participative des différentes activités devant permettre de réaliser l'étude de base ainsi que le zonage participatif de la commune pour déterminer les différentes zones et les différents villages à enquêter.

C'est au cours de cet atelier également que le recrutement des enquêteurs locaux s'est fait sur la base de plusieurs critères que sont : le niveau d'étude ; la disponibilité pour l'enquête ; la maîtrise de la problématique de la gouvernance foncière ; la maîtrise des outils d'enquête ; les expériences dans les enquêtes (digitales en particulier) ; les langues locales parlées ; entre autres.



Les enquêteurs sont ensuite formés sur les outils digitaux (notamment Kobocollect) de collecte ; les techniques d'enquête ; et la thématique du projet avec un accent particulier mis sur le contexte local de la zone d'étude.

Dans une approche participative, les acteurs locaux ont proposé, au cours de l'atelier de planification des activités, un forum communautaire d'information des acteurs du démarrage de la collecte surtout les chefs de villages qui doivent accueillir les enquêteurs au niveau des villages.

Ainsi, la collecte de données qui a ciblé 566 ménages de la commune s'effectue avec au préalable un test des outils ; les enquêtes quantitatives et les entretiens semi-structurés. Après l'exploitation des données collectées, une restitution est organisée au niveau de chaque zone de la commune afin de renforcer et valider avec les acteurs locaux les résultats de la situation de référence.

## ***D. Les principaux résultats***

***1. De réelles évidences sur l'état de la gouvernance foncière : ce processus ayant abouti à la rédaction d'un document de référence a permis d'établir une photographie réelle de l'état de la gouvernance foncière aussi bien à l'échelon communal qu'au niveau des cinq (5) différentes zones de la commune de Darou Khoudoss. Ces évidences scientifiques de base guident l'approche et la démarche d'intervention du projet et au terme permettent son évaluation. Globalement, les résultats de cette étude de base montrent que la gouvernance est caractérisée par :***

- ***Un épuisement des terres du domaine national situées dans la zone de terroir qui ne représentent que moins de 24%;***
- ***Une Prédominance des chefs de ménage hommes dans la gestion du capital foncier familial à 79%. Une gestion qui encore exclut les femmes ;***
- ***Une méconnaissance des procédures administratives d'accès à la terre surtout chez les femmes : seulement 9% d'entre elles affirment connaître les procédures ;***
- ***Un très faible accès sécurisé au foncier (6%) ; Prédominance des modes informels d'acquisition de terre par les ménages : héritage (64%), achat (28%) et prêt (9%) ;***
- ***Absence des femmes aux instances décisionnelles locales en matière foncière: aucune femme membre de la commission domaniale. Des justifications avancées mettent principalement en avant les pesanteurs socio-culturelles qui excluent les femmes de la gestion du foncier, leur faible engagement politique, le manque de leadership et de compétence etc.***

***2. D'agents enquêteurs à animateurs fonciers : le processus de sélection et de formation des agents enquêteurs locaux sur la gouvernance foncière nationale et locale notamment sur les aspects de législation et des enjeux actuels; la conduite des enquêtes et leur participation aux différents ateliers de restitution ont servi de cadre pour former ces enquêteurs dans l'animation foncière. Ces huit (8) animateurs sont aujourd'hui regroupés dans une plateforme numérique et continuent de contribuer dans le processus de mise en œuvre du projet notamment dans son volet sensibilisation;***

***3. Redynamisation d'un cadre d'échanges des acteurs fonciers locaux : les différentes rencontres avec l'ensemble des catégories d'acteurs locaux ont servi de cadre de discussion et de diagnostic participatif sur la gouvernance foncière locale. C'est à travers ces différentes rencontres qu'une bonne partie des besoins fonciers des acteurs communautaires ont été identifiés par les participants***

## Facteurs de réussite

- L'implication et l'engagement de toutes les catégories d'acteurs notamment les élus, les chefs de villages, les groupements de femmes... à chaque étape du processus est un gage de succès
- L'enthousiasme des acteurs locaux à l'échelle village qui se sont senti inclus dans le processus qui n'a pas été centralisé à la zone centre de la commune
- Le recrutement d'enquêteurs locaux qui connaissent mieux la commune et qui permettent aussi de mettre à l'aise davantage les interrogés
- La facilitation du processus par l'union des groupements de promotion féminine ayant un point focal au niveau de chaque zone et capable de mobiliser les acteurs locaux
- Le processus itératif qui a permis d'adapter les différents outils au contexte local
- La triangulation des outils ainsi que des sources afin de faire ressortir les différentes spécificités de la commune.

## Les questions émergentes

- Comment approfondir la problématique de la disponibilité des données (surtout désagrégées par sexe) afin de soutenir le plaidoyer en faveur de l'accès des femmes à la terre et leur participation aux instances de prise de décision et alimenter le processus de formulation de réformes ou politiques pour une gouvernance foncière plus inclusive et équitable ?
- Revoir la stratégie des organisations d'appui en essayant de mener leurs interventions en associant les acteurs locaux au niveau village (plus petite échelle) afin d'assurer plus de représentativité et d'inclusion dans leurs processus.
- Les élus municipaux doivent prendre en compte les évidences produites par les études de bases des projets de recherche action dans le processus de formulation des politiques locales en matière foncière.

## E. Les principales leçons apprises

Le processus qui a conduit à la réalisation de l'étude de base sur la gouvernance foncière dans la commune de Darou ressort différents éléments d'apprentissage :

- L'adoption d'une approche inclusive et participative de sélection d'agents enquêteurs locaux facilite le processus de collecte de données sur le terrain en favorisant un climat de confiance entre enquêteurs et enquêtés.
- L'implication des chefs de villages, en tant qu'autorités coutumières et acteurs stratégiques du foncier local de la phase de planification à celle de mise en œuvre des opérations de collecte de données foncières, facilite l'introduction des agents enquêteurs auprès des ménages des différents villages cibles.



L'approche zonale adoptée dans la conduite de cette étude permet de déceler les spécificités qui caractérisent la problématique de la gouvernance foncière au niveau de chaque zone de la commune.

## Conclusion

La réalisation de l'étude de base sur la gouvernance foncière dans la commune de Darou Khoudoss a été une étape essentielle dans le processus de mise en œuvre du projet de recherche-action Genre, Terre et Redevabilité. L'approche zonale et la démarche inclusive et participative adoptées ont permis d'aboutir à des résultats probants, validés par l'ensemble des catégories d'acteurs de la gouvernance foncière locale. En plus, ce processus a permis de mettre en exergue la complexité du système foncier local au regard des profils et des intérêts des différents acteurs. Cette étude est d'autant plus importante qu'elle demeure le support de référence dans la mise en œuvre des prochaines étapes du projet en termes de planification et d'évaluation.

### A propos du projet Genre Terre et redevabilité

Le projet Genre Terre et Redevabilité est mis en œuvre par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique), au niveau des communes de Mbadakhoune et Darou Khoudoss en partenariat avec l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) basé à Londres.

Ce projet a pour but de promouvoir des approches innovantes en matière d'équité de genre afin d'améliorer le rôle des femmes dans la gouvernance foncière locale dans un contexte d'augmentation de la pression commerciale sur la terre. Il intervient au Sénégal et en Tanzanie pour tenter de mettre en place des approches promouvant une meilleure participation des femmes dans la gouvernance foncière locale et un meilleur accès aux instances de décision. En effet, au Sénégal, la question des droits fonciers des femmes représentent un réel défi du fait qu'elles ont un faible accès à la terre et une représentation moindre dans les instances de prise de décision malgré un cadre juridique favorable.



IED Afrique

24, Sacré Cœur III, Dakar Sénégal  
Téléphone : (+221) 33 867 10 58  
Courriel : contact@iedafrique.org

